



Sciences : Les effets pervers des **indicateurs** d'excellence dans la recherche *Page B 6*

Michel David et la nature référendaire de la prochaine élection *Page B 3*

Manon Cornellier et les campagnes pour recruter des appuis *Page B 2*

PERSPECTIVES

CAHIER B › LE DEVOIR, LES SAMEDI 1^{ER} ET DIMANCHE 2 MARS 2014



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'actif net de la Caisse de dépôt dépasse maintenant 200 milliards.

LA CAISSE DE DÉPÔT

Une question d'équilibre ?

La Caisse vise à faire fructifier l'avoir de ses déposants à long terme. Sans oublier le Québec.

La Caisse de dépôt et placement insiste sur l'importance d'investir dans l'économie réelle sur un horizon à long terme. Pour subvenir aux besoins de ses déposants, certes, mais aussi pour appuyer les entreprises du Québec. Mission impossible ?

FRANÇOIS DESJARDINS

Six mois après sa nomination à la présidence de la Caisse de dépôt et placement, Henri-Paul Rousseau énonçait haut et fort ce que cherchait vraiment la direction. «*Nous voulons nous situer systématiquement dans le premier quartile de nos groupes de référence, peu importe le domaine d'activité. La barre est haute*», disait-il en avril 2003 devant un parterre de 900 personnes réunies par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Depuis, les temps — et le ton — ont changé.

Cette semaine, lorsque Michael Sabia et trois vice-présidents ont rencontré la presse financière pour présenter les résultats de 2013 — un gain de 13,1 % sur l'année et une moyenne de 10 % sur cinq ans —, le mot «*quartile*» n'a pas été prononcé une seule fois. «*Notre plan vise la constance*», a dit M. Sabia, dont le premier mandat de cinq ans, qui devait se terminer ce mois-ci, a été renouvelé jusqu'en 2019. Il parle d'un résultat «*raisonnable*». «*Surfer sur la vague le plus haut possible, ça serait une erreur. Les montagnes russes, ce n'est pas notre affaire.*»

L'actif net de la Caisse dépasse maintenant 200 milliards, comparativement à 120 milliards dans le creux survenu lors de la crise financière de 2008.

Tout est une affaire d'équilibre. Autrefois très sensible aux quartiles lors des conférences de presse, la direction insiste maintenant sur les rendements absolus, «*l'économie réelle*» et le long terme. Et, comme c'est devenu la pratique, elle présente la Caisse comme un partenaire du milieu des affaires québécois, suite logique de la double mission économico-sociale dont l'établissement est investi.

Le débat entourant le rôle de la Caisse, tiraillée entre les besoins de ses déposants et le contexte de sa création en 1965, est éternel. La loi qui la régit stipule qu'elle doit recevoir «*des sommes en dépôt conformément à la loi*» et doit «*les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le res-*

pect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec».

Incontournable

Il est devenu impossible pour la Caisse d'ignorer la deuxième partie de cette mission, inscrite dans la loi depuis les années 2000. Dix jours avant la publication des résultats, un ancien vice-président, Michel Nadeau, avait publié dans les pages du *Devoir* une lettre dans laquelle il exhortait la Caisse à en faire encore plus pour l'économie du Québec. Invité à se prononcer, Michael Sabia est resté calme. «*Je pense que ce que Michel veut dire, c'est "Est-ce que la Caisse en fait assez au plan qualitatif?" et pas nécessairement quantitatif. Honnêtement, nous sommes sur la même page. Il n'y a pas de désaccord.*»

Du début de 2010 à la fin de 2013, la Caisse, qui achète des actions mais participe aussi à des fonds minier et manufacturier, a misé 10,3 milliards sur des entreprises québécoises pour porter le total à 53,8 milliards. En 2013, les engagements ont atteint 3,6 milliards, dont

600 millions auprès des PME. Si l'on prend son portefeuille canadien, les actions québécoises y comptent pour 32 %, comparativement à 15 % à la Bourse de Toronto. (La Caisse ne divulgue pas le rendement de l'ensemble de ses actifs québécois, mais M. Sabia affirme que ce rendement est bon.)

«*Selon moi, la priorité, de loin, c'est la gestion des actifs de ses déposants et certaines de ces caisses [les déposants] ne sont pas en santé financière débordante, comme c'est le cas ailleurs*», dit Richard Guay, ancien chef des investissements qui a été président de la Caisse dans la deuxième moitié de 2008 avant de passer à l'UQAM comme professeur de finance. «*Être capable de payer toutes les rentes promises, ça demeure un défi.*»

Si cela «*peut se faire en investissant en même temps au Québec, ajoute-t-il, il y a quand même un ordre de priorité, même si ça ne se dit peut-être pas bien politiquement*».

Aux origines du double mandat

Lorsque Henri-Paul Rousseau s'amène devant la Chambre de commerce en 2009, neuf mois après son départ de la Caisse et quelques mois après la crise, il est là d'abord et avant tout pour expliquer le contexte de la perte de

VOIR PAGE B 3 : CAISSE

Les administrateurs de la Caisse

Le conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement peut être composé de 9 à 15 personnes, dont le président de la Caisse, qui en est membre d'office. Voici sa composition actuelle (13) : **Robert Tessier** (mars 2009, ex-président de Gaz Métro) ; **Michael Sabia** (mars 2009, ex-président de Bell Canada) ; **Elisabetta Bigsby** (novembre 2009, ex-cadre à la Banque Royale) ; **Louise Charette** (avril 2005, ex-cadre à la Commission de la construction du Québec) ; Patricia Curadeau-Grou (octobre 2013, conseillère auprès du président de la Banque Nationale) ; **Michèle Desjardins** (décembre 2009, prési-

dente de Consultants Koby) ; **Rita Dionne-Marsolais** (janvier 2013, économiste et ex-ministre) ; **Gilles Godbout** (janvier 2013, ex-vice-président de la Caisse) ; **Denys Jean** (septembre 2011, président de la Régie des rentes du Québec) ; **François Joly** (mars 2013, administrateur de sociétés, ex-cadre au Mouvement Desjardins) ; **Jean La Couture** (janvier 2013, administrateur de sociétés) ; **François R. Roy** (décembre 2009, administrateur de sociétés, ex-directeur des finances de l'Université McGill) ; **Ouma Sananikone** (août 2007, administratrice de sociétés).

UKRAINE

Le double langage du Kremlin

CORINE LESNES
FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Vladimir Poutine est sorti de son long silence sur l'Ukraine en publiant, dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 février, un bref communiqué sur le site du Kremlin, dans lequel il s'efforce de circonscrire cette crise à un problème purement économique. Le président russe s'est en effet borné à demander à son gouvernement de «*tenir des consultations avec ses partenaires étrangers, FMI et G8, pour organiser une assistance financière à Kiev*».

Jusque-là, le silence de Vladimir Poutine n'avait d'égal que celui de Barack Obama. La Maison-Blanche est manifestement inquiète des événements en Crimée, mais le président n'a pas fait de commentaires publics sur l'Ukraine depuis plusieurs jours. Jeudi, c'est au secrétaire à la Défense, Chuck Hagel, qu'il est revenu de lancer une mise en garde à la Russie. En marge de la réunion des ministres de l'OTAN à Bruxelles, le ministre a plaidé pour «*un leadership de sang-froid*» et appelé le président russe à «*ne pas prendre d'initiatives qui pourraient être mal interprétées*». Le Pentagone a en même temps fait savoir qu'il suivait de près les mouvements des troupes russes le long de la frontière ukrainienne.

Le secrétaire d'Etat, John Kerry, a de son côté appelé son homologue Sergueï Lavrov. «*Nous avons évoqué la situation très tendue qui règne en Crimée*», a-t-il indiqué. Sur-tout, a insisté John Kerry, Sergueï Lavrov a répété que la Russie entendait «*respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine*».

Laisser mijoter

Barack Obama s'est entretenu pendant une heure avec Vladimir Poutine le 21 février. Loin de l'enthousiasme de George W. Bush pour la «*Révolution orange*» et l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, le président américain privilégie la stabilité, ce qui est aussi «*dans l'intérêt de la Russie*», a insisté John Kerry.

Le gouvernement Obama répète sur tous les tons qu'il n'est pas question d'un retour à la guerre froide, contrairement à ce que semblent croire nombre de membres du Congrès, et peut-être Vladimir Poutine. «*Nous espérons que la Russie ne verra pas ce qui se passe en Ukraine comme une continuation de la guerre froide. Ce n'est pas Rocky IV*», a résumé M. Kerry.

Comme souvent, Barack Obama est pris en tenailles entre son désir de ne rien faire qui pourrait forcer Vladimir Poutine à un affrontement avec l'ancien rival et la nécessité de montrer aux Ukrainiens — et à son opinion publique — qu'il est du bon côté de l'Histoire et soutient le combat pour la démocratie. Selon le *New York Times*, la Maison-Blanche réfléchissait justement au moyen de préparer le prochain sommet entre les deux présidents quand l'Ukraine a explosé.

En 2013, Barack Obama

VOIR PAGE B 2 : MOSCOU

PERSPECTIVES

La période de maraudage



MANON CORNELLIER
à Ottawa

Les élections fédérales n'auront lieu que dans un peu moins de deux ans, si la Loi sur les élections à date fixe est respectée, mais les partis fédéraux sont déjà en campagne. Les contours de leurs territoires de chasse se précisent de plus en plus, la dernière semaine ayant été particulièrement instructive à ce sujet.

Le chef libéral, Justin Trudeau, a lancé le bal en tendant une main amicale aux conservateurs lors de son discours devant ses militants, samedi dernier. Il les a présentés comme des amis et des voisins avant de jouer sur leur possible déception.

«*Nous ne sommes pas toujours d'accord sur tout [...], mais je sais que nous pouvons nous entendre sur ceci: la négativité ne peut être la force motrice de notre pays. C'est peut-être la façon de faire de la direction actuelle du Parti conservateur du Canada, mais ce n'est pas la façon de faire de ces Canadiens qui ont voté conservateur*», a-t-il dit.

M. Trudeau s'efforce d'occuper le centre de l'échiquier politique en reprenant une recette libérale éprouvée, l'alliage de positions sociales plus progressistes et économiquement plus conservatrices. L'objectif est de ravir des appuis au Nouveau Parti démocratique, bien sûr, mais surtout d'en arracher aux conservateurs et, en particulier, de ramener au bercail les libéraux «bleus» qui ont déserté vers le parti de Stephen Harper en 2011, lui assurant du même coup la victoire dans plusieurs circonscriptions de la région de Toronto.

L'autre groupe convoité est celui des anciens progressistes-conservateurs, ceux de l'école des Joe Clark et Brian Mulroney. «*C'est très clair que les progressistes-conservateurs ont un toit, et c'est le Parti libéral*», a même déclaré l'ancien premier ministre Paul Martin à iPolitics.

◆ ◆ ◆

Chez les conservateurs, la priorité, cette semaine, était de rassurer une base fidèle mais inquiète du sort réservé à une promesse faite en 2011, celle du fractionnement de revenu aux fins d'impôt pour les familles avec enfants.

Au lendemain du dépôt du budget, lorsque le ministre des Finances, Jim Flaherty, a exprimé des doutes sur l'équité d'une telle politique, le premier ministre ne l'a pas désavoué. Il a plutôt donné l'impression qu'il partageait ses réserves en se limitant à dire qu'il voulait alléger le fardeau fiscal des familles et en évitant soigneusement de mentionner le fractionnement du revenu.

Depuis, la Chambre a fait relâche. Les députés conservateurs sont retournés dans leur circonscription et se sont fait savonner les oreilles. Leurs partisans et un bon nombre de leurs électeurs leur ont rappelé leur promesse et ont exigé qu'elle soit respectée.

Le message s'est rendu puisque M. Harper a déclaré cette semaine, et deux fois plutôt qu'une, que «*le fractionnement du revenu serait une excellente politique pour les familles canadiennes, tout comme elle l'est pour les aînés canadiens*».

◆ ◆ ◆

Du côté du NPD, le chef, Thomas Mulcair, a causé la surprise en refusant d'écarter le scénario d'une coalition, lui qui avait catégoriquement repoussé l'idée lors de la course à la direction de son parti. Malgré le barrage de questions, il a esquivé celles-ci, rejetant plutôt l'idée de candidats communs, répétant à maintes reprises que son parti avait toujours prôné la coopération et l'avait pratiquée. «*En 2015, les Canadiens décideront du Parlement qu'ils veulent se donner. Nous, nous allons présenter 338 candidats*», a-t-il martelé. Mais advenant l'élection d'un gouvernement minoritaire, serait-il prêt à former une coalition? Il a refusé de répondre à cette question.

On pourrait conclure qu'il jette, d'une certaine manière, l'éponge devant des sondages qui lui sont défavorables, mais aussi qu'il cherche à emmener les libéraux. Pendant qu'eux flirtent avec les conservateurs, lui montre une porte de secours aux libéraux progressistes.

Virage ou pas, M. Mulcair décrit la vraie nature de notre système parlementaire. Les citoyens élisent un Parlement et le gouvernement est formé par l'équipe capable d'obtenir la confiance de la majorité des élus. Quand personne ne détient la majorité des sièges, l'appui d'un autre parti s'impose.

Cela peut se faire à travers une coalition formelle, une entente de coopération ou des accords à la pièce, comme l'a fait Paul Martin ou même Stephen Harper durant ses 18 premiers mois au pouvoir. L'autre solution, privilégiée depuis par le chef conservateur, est de mettre sans cesse le fusil sur la tempe du parti le plus amoché pour le forcer à s'abstenir ou à voter pour certains projets de loi.

M. Mulcair se mouille, mais les autres devront finir par le faire aussi. Selon les sondages, aucun parti ne pourrait former un gouvernement majoritaire si une élection avait lieu aujourd'hui. Alors, ils ont beau être déjà en chasse, il leur manque encore bien des prises dans leurs gibecières.

Si la tendance se maintient et qu'un gouvernement minoritaire pointe à l'horizon, tous les chefs devront nous dire comment ils entendent s'y prendre pour donner aux Canadiens un gouvernement minimalement stable et un Parlement fonctionnel. Nous dire, en somme, qu'elle sera leur préférence. La coopération ou l'intimidation?

mcornellier@ledevoir.com



GENYA SAVILOV AGENCE FRANCE-PRESSE

La base de Sébastopol s'était révélée stratégique lorsque la flotte russe avait organisé des blocus dans la mer Noire.

UKRAINE

Sébastopol, une base navale russe clé en Crimée

ÉDOUARD PFLIMLIN

La base de Sébastopol, ville d'Ukraine située dans le sud-ouest de la Crimée, sera-t-elle le lieu d'un nouveau siège, 160 ans après la guerre de Crimée, qui commença le 27 mars 1854? Probablement non, mais les tensions entre le nouveau pouvoir ukrainien, les russophones de Crimée et plus généralement l'est de l'Ukraine, et Moscou, en font un point d'appui pour les menées de la politique russe.

Sébastopol abrite la flotte russe, puis soviétique, de la mer Noire depuis que la ville a été fondée par l'impératrice Catherine II à la fin du XVIII^e siècle. Pendant la campagne de Russie, qui commence en juin 1941, le siège de la ville est l'un des plus longs et des plus cruels de la Seconde Guerre mondiale. À sa libération, Sébastopol obtient le titre de «ville héros» et accède au panthéon de la Grande Guerre patriotique en devenant l'égale de Stalingrad ou Leningrad.

À la suite de l'éclatement de l'Union soviétique en 1991, qui voit la naissance d'un État ukrainien souverain, une partie de la flotte dépendant de la marine soviétique conduit à la formation de la nouvelle marine ukrainienne. Le 28 mai 1997, un accord avec la Russie partage la flotte de la mer Noire: l'Ukraine obtient 17% de la flotte (soit 80 navires) et la Russie, 83% (soit 338 navires).

L'ancienne flotte soviétique de la mer Noire ainsi que toutes les installations ont été divisées entre la flotte russe de la mer Noire et la marine ukrainienne. Ainsi, deux forces marines partagent quelques-uns des ports et quais le long des côtes de Sébastopol et de sa région, tandis que certaines zones sont démilitarisées ou contrôlées par une seule nation. Sébastopol demeure le quartier général tant de la flotte russe de la mer Noire que celui de la marine ukrainienne.

Selon le traité de 1997, la base navale de la marine russe reste à Sébastopol, grâce à un bail de 20 ans signé entre les deux parties, qui court jusqu'à 2017. Ce traité suit une longue discussion. Au tout début, Moscou refusa de reconnaître la souveraineté ukrainienne sur Sébastopol ainsi que sur toute la région environnante de la Crimée. Mais finalement, l'appartenance de Sébastopol à l'Ukraine sera confirmée.

La base contre le gaz

Treize ans plus tard, de nouveaux accords renforcent la position russe. La signature des accords le 21 avril 2010 entre la Russie et l'Ukraine concernant le bail de la flotte russe de mer Noire à Sébastopol règle les nouvelles conditions de l'utilisation de cette base stratégique. Outre 8 millions de dollars de loyer annuel payés à l'Ukraine depuis 1997, la Russie est censée pratiquer à l'égard de Kiev un tarif



VASILY BATANOV AGENCE FRANCE-PRESSE

La citadelle navale offre un port à huit baies en eaux profondes.

préférentiel de fourniture de gaz correspondant à une réduction de 30% du prix normal de livraison.

Kiev bénéficiera d'une ristourne sur le prix du gaz russe, qui pourra atteindre 100\$ pour 1000 mètres cubes. Ce qui, par la suite, n'empêchera pas Moscou de faire pression sur Kiev en menaçant de couper les exportations de gaz russe vers et via l'Ukraine.

La flotte russe a pu aussi prolonger son bail à Sébastopol au-delà de l'échéance de 2017 «moyennant le versement par l'armée russe, à la Ville de Sébastopol, d'une rente annuelle de 100 millions de dollars. Désormais, les navires russes sont assurés de pouvoir rester jusqu'en 2042, avec une option d'extension jusqu'en 2047», souligne Le Figaro.

Au total, la marine russe a 15000 militaires stationnés dans la base de Crimée, selon un accord avec le gouvernement ukrainien qui permet de stationner jusqu'à 25000 militaires dans la région. Le nombre a augmenté depuis 2008. Pour Moscou, «le port ukrainien est un élément-clé pour la puissance navale russe», note le Financial Times.

Durant la guerre russo-géorgienne de l'été 2008, «la base russe de Sébastopol s'était révélée stratégique lorsque la flotte russe a organisé des blocus dans la mer Noire et l'a utilisée pour lancer des débarquements amphibies. Il a également prouvé son utilité à la Russie dans la crise libyenne, les missions antipiraterie dans

l'océan Indien et le rôle de Moscou dans le démantèlement des armes chimiques de la Syrie», indique le FT.

La citadelle navale offre un port à huit baies en eaux profondes, meilleur que le port russe proche de la ville de Novorossisk. L'intérêt pour la Russie est également symbolique, souligne Le Figaro: «Il permet de continuer à faire flotter à Sébastopol le drapeau russe.»

«Outre le siège de la flotte de la mer Noire, Moscou dispose, dans cette ville de 380 000 habitants et à 70% russophone, d'un centre de communications, d'un hôpital militaire et de deux régiments [infanterie de marine et aérien].»

«Symbole historique de modernité impériale et d'héroïsme militaire, Sébastopol constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour la Fédération de Russie. Bien plus qu'un simple accord militaire, le renouvellement du bail russe sur la base navale s'expliquerait par la volonté de Moscou de mettre en valeur les minorités russophones de l'étranger dans une perspective d'influence. En effet, les liens profonds qui unissent Sébastopol à sa garnison montrent l'existence d'une identité locale particulière qui illustre les aspirations géopolitiques de la Russie contemporaine», soulignait la revue de géopolitique Hérodote, dans un numéro de 2010. Quatre ans plus tard, les événements en Crimée pourraient confirmer cette analyse.

Le Monde

MOSCOU

SUITE DE LA PAGE B 1

avait annulé sa rencontre avec Vladimir Poutine, en signe de mécontentement envers la posture russe sur la Syrie. Cette année, le président russe est l'organisateur du G8, début juin à Sotchi. Il serait difficile à M. Obama de boycotter de nouveau le tête-à-tête avec l'hôte du sommet.

Même son de cloche à Paris, où l'on se dit peu étonné par les messages contradictoires envoyés par la Russie. «Les Russes jouent toujours un double jeu», souligne une source diplo-

matique. Après avoir bombé le torse en annonçant des manœuvres militaires près de la frontière ukrainienne, ils s'emploient désormais à dédramatiser pour ne pas nourrir l'escalade.» C'est le message que le Kremlin a fait passer, jeudi, à plusieurs ambassades occidentales à Moscou, en soutenant que la Russie ne remettrait pas en cause l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

À Paris, on estime que Moscou va continuer à «maintenir deux fers au feu» et «laisser mijoter» la situation en Crimée, tout en soulignant que les Russes n'ont pas, non plus, «intérêt à ce que l'Ukraine leur claque entre les doigts».

D'abord pour ne pas accentuer l'impact de cette première grande défaite diplomatique

de Poutine depuis une décennie. Ensuite parce que l'effondrement de l'Ukraine aurait immanquablement des répercussions économiques négatives en Russie. Non seulement en raison des liens commerciaux étroits entre les deux pays, mais aussi parce que les banques russes sont très exposées en Ukraine.

Quel sera le prix de la retenue apparente de Poutine, alors que la Russie est au cœur du jeu diplomatique sur la Syrie et l'Iran? «Pour le moment, relève prudemment un diplomate, les Russes ne font pas le lien entre l'Ukraine et d'autres sujets.»

Le Monde

PERSPECTIVES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les surplus d'électricité pourraient s'avérer dispendieux pour les contribuables québécois.

QUÉBEC

La conciliation pétrole-climat

Le Parti québécois soutient qu'il n'y a pas de contradiction à miser sur le pétrole tout en voulant réduire les GES

Pour les groupes écologistes et Québec solidaire, Pauline Marois est en flagrante contradiction en misant sur l'or noir de l'île d'Anticosti tout en poursuivant l'objectif de diminuer la consommation de pétrole au Québec et, de là, les émissions de gaz à effet de serre (GES). Mais cette contradiction n'est qu'apparente, soutient-on dans l'entourage de la première ministre. Et c'est nul autre que le député écologiste Daniel Breton qui fut chargé d'expliquer ce paradoxe.

ROBERT DUTRISAC

Correspondant parlementaire à Québec

Daniel Breton n'est pas sortable. C'est du moins ce que semblent penser les stratèges péquistes. Ce n'est pas en chair et en os, devant un auditoire ou encore en conférence presse, que le député écologiste de Sainte-Marie-Saint-Jacques a expliqué sa position sur le pétrole de l'île d'Anticosti. Une position qui est rigoureusement celle de Pauline Marois et du Parti québécois. C'est dans une vidéo, diffusée sur le site du PQ, que Daniel Breton a exposé, de façon fort pédagogique, d'ailleurs, les raisons pour lesquelles cette exploration pétrolière pouvait se concilier avec la lutte contre les changements climatiques.

«*A date, nous ne faisons qu'aller voir*», affirme Daniel Breton. Et s'il y a du pétrole, ce sera au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de déterminer si l'exploitation de cette ressource est souhaitable sur les plans écologique, énergétique et social, un BAPE dont «*la crédibilité est retrouvée*», dit-il, grâce aux nominations que le Conseil des ministres a entérinées quand il était ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs. Il reviendra toutefois au gouvernement de trancher.

Daniel Breton fait valoir qu'alors que le gouvernement Marois engage 115 millions pour acquérir l'équivalent de 50% des permis d'exploration d'Anticosti, il dépensera bien davantage dans des initiatives vertes: 600 millions en efficacité énergétique, une somme que le secteur privé doublera, un milliard pour la «mobilité durable», 516 millions pour l'électrification des transports et 200 millions pour un plan de diversification économique à la suite de la fermeture de la centrale nucléaire Gentilly-2.

Indépendance énergétique

En ces matières, on ne peut taxer le PQ d'opportunisme électoral. L'idée de réduire de façon importante la consommation de pétrole au Québec — un objectif autant écologique qu'économique puisque l'importation de pétrole pour une somme de 14 milliards équivaut au déficit commercial québécois — a germé au Bloc québécois au début des années 2000 pour se transformer, sous l'égide de Pauline Marois, en un projet d'indépendance énergétique. En 2009, le PQ avait réclamé la tenue d'une commission parlementaire itinérante sur l'indépendance énergétique, une proposition que le gouvernement Charest avait rejetée. L'objectif est



ARCHIVES LE DEVOIR

La Commission sur les enjeux énergétiques recommande au gouvernement d'envisager de stopper la construction du complexe de la Romaine.

inscrit dans le programme péquiste issu du congrès d'avril 2011 et figure dans la plateforme électorale du PQ de 2012. Le parti a promis également de réduire de 25% les émissions de GES d'ici 2020 par rapport à 1990, un objectif qui dépasse l'engagement d'une baisse de 20% formulé par le gouvernement libéral.

S'il veut parvenir à l'indépendance énergétique, le Québec ne peut écarter l'exploitation de ses ressources pétrolières s'il en possède, soutient-on au gouvernement. Aucun pays au monde, même les plus vertueux sur le plan environnemental, comme la Norvège, n'a refusé d'exploiter son pétrole. «*On veut casser cette idée qu'on ne peut pas réduire notre consommation de pétrole et en produire en même temps*», avance-t-on.

Le rapport de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, que *Le Devoir* a dévoilé, rappelle que le pétrole se négocie sur le marché international, au prix international. «*La Commission note avec étonnement que la très grande majorité des intervenants — favorables ou non à l'exploitation des hydrocarbures — estiment que le Québec serait destiné au marché local seulement. L'exportation n'est jamais évoquée comme étant un potentiel à considérer*», peut-on lire. Pour les commissaires, l'exploitation du pétrole «*n'est pas fondamentalement différente de l'extraction du fer, de l'or ou des diamants*». La Commission préconise un modèle de développement à la norvégienne où l'Etat détiendrait un intérêt majoritaire.

Trop risqué pour Couillard

Le chef libéral, Philippe Couillard, après avoir lu un rapport technique de la firme albertaine des consultants Sproule, a décidé que l'investissement dans le pétrole de l'île d'Anticosti était trop risqué. Il faut dire que c'est le gouvernement Charest qui a liquidé Hydro-Québec Gaz et Pétrole en cédant au secteur privé les permis d'Anticosti. On peut y voir une certaine suite dans les idées.

dans n'importe quelle condition, des projets économiques ou sociaux si essentiels soient-ils. La Caisse n'est pas destinée à subventionner le gouvernement, les municipalités, les commissions scolaires ou les entreprises. [...] Elle doit pouvoir satisfaire à la fois des critères de rentabilité convenable et rendre disponibles des fonds pour le développement à long terme du Québec. »

La Caisse gère l'argent de 31 déposants, dont les plus gros sont, par exemple, le régime de retraite des employés du secteur public (plus de 45 milliards), la Régie des rentes du Québec (45 milliards), les travailleurs de la construction et la CSST. (Liste complète à <http://goo.gl/LG1uPz>)

Battre les indices

Dans les faits, la Caisse a battu l'indice de référence auquel elle compare ses résultats. Son gain de 13,1% en 2013 est légèrement supérieur

Si, au PQ, on ne s'est pas étonné de la condamnation de Québec solidaire, on s'est montré surpris de la prise de position du chef libéral. Agréablement, s'entend. «*Couillard trouve le moyen d'être contre. Il nous fait un cadeau*», se réjouit-on.

Force est de constater que Philippe Couillard n'a pas peur d'aller à l'encontre de l'opinion publique. Du moins si on se fie à un sondage CRÖP commandé par la Fédération des chambres de commerce du Québec et rendu public la semaine dernière. Ainsi, 71% des répondants se disent favorables à l'exploration pétrolière au Québec alors que seulement 20% y sont défavorables. En outre, 66% se disent pour l'exploitation de la ressource, contre 22% qui s'y opposent.

Mais l'enjeu du pétrole, même si le PQ y voit un élément porteur de son programme, est moins pressant que celui de l'électricité. C'est un des constats, d'ailleurs, que fait la Commission sur les enjeux énergétiques. Les Québécois paieront à compter de 2016 1,2 milliard par an pour les inutiles surplus qu'Hydro-Québec Distribution doit supporter. Ces surplus s'ajoutent à ceux que doit écouler Hydro-Québec Production à faible prix aux Etats-Unis, une situation

prévue pour les 15 prochaines années.

La Commission recommande même au gouvernement d'envisager de stopper la construction du complexe de la Romaine. Or Hydro-Québec a déjà consacré 3 milliards au projet, soit près de la moitié de l'investissement. Le p.-d.g. de la société d'Etat, Thierry Vandal, tient toujours à ce «*projet solide*» dont il faut juger de la valeur, selon lui, «*sur un horizon de plus de 100 ans*».

Plutôt que l'exploitation encore incertaine des gisements de pétrole, c'est donc l'utilisation des surplus d'électricité qui comptera le plus pour le Québec au cours des prochaines années. De quoi plaire aux écologistes et donner raison à Daniel Breton.

Le Devoir

Le chèque en blanc



MICHEL DAVID

Le ministre de l'Environnement, Yves-François Blanchet, avait tout à fait raison de dire qu'un référendum sur la souveraineté a été tenu dans chacun des «cycles» de pouvoir péquiste.

Il y a cependant une différence de taille. Durant la campagne électorale de 1976, comme dans celle de 1995, le PQ s'était formellement engagé à en tenir un. René Lévesque avait assuré qu'il aurait lieu dans un premier mandat. Jacques Parizeau s'était donné un an.

Pauline Marois ne prendra aucun engagement formel, mais elle n'exclura rien non plus. «*Je suis souverainiste. Quand les gens votent pour moi et mon gouvernement, j'ai la possibilité de faire la souveraineté*», a-t-elle expliqué, se réservant le droit de décider si la population est prête pour une nouvelle consultation.

De là à dire que le PQ réclame un chèque en blanc, il n'y a qu'un pas, que les partis d'opposition vont s'empresser de franchir. Très rapidement, un vote pour le PQ va devenir un vote pour l'indépendance, et M^{me} Marois sera accusée de vouloir refaire aux Québécois le coup de la «cage à homard».

Philippe Couillard n'a même pas attendu le déclenchement officiel de la campagne pour reprocher à la première ministre de cacher ses projets référendaires à la population. Contrairement au PQ, dont les intentions de vote coïncident presque parfaitement avec le pourcentage d'appui à la souveraineté, le PLQ est très loin de faire le plein des électeurs fédéralistes. Si les libéraux veulent avoir une chance de gagner les élections, ils doivent impérativement les rapatrier. Bien entendu, la CAQ risque encore une fois de faire les frais de l'opération.

◆ ◆ ◆

On a beaucoup reproché à Lucien Bouchard et, dans une moindre mesure, à Bernard Landry de ne pas avoir suffisamment forcé le jeu pour précipiter la tenue d'un match revanche après la défaite crève-cœur de 1995, mais ni l'un ni l'autre ne croyaient être en mesure de le gagner. Auraient-ils dû jouer les kamikazes?

La souveraineté ne se fera cependant pas sans audace. Vingt ans auront bientôt passé depuis le dernier référendum. S'il fallait attendre le prochain «cycle» péquiste, sous prétexte de s'attaquer aux «vrais problèmes», cela signifierait un délai additionnel de 15 ans, auquel le projet souverainiste ne survivrait peut-être pas.

Pauline Marois n'est pas moins responsable que ses prédécesseurs. Elle ne souhaite certainement pas faire subir au Québec les conséquences d'un troisième Non, mais les pressions que la base militante exercera seront très fortes si le PQ obtient une majorité. L'annonce de la publication d'un livre blanc sur la souveraineté a déjà eu un effet galvanisant que n'anticipait pas l'entourage de la première ministre.

◆ ◆ ◆

Une campagne électorale impose toujours le même exercice d'équilibre à un chef péquiste, qui doit doser minutieusement son discours de manière à motiver les militants, sans effaroucher les électeurs qui ne veulent rien savoir d'un troisième référendum. C'est pourtant cette perspective qu'on a fait miroiter aux candidats que la gouvernance dans le cadre fédéral n'aurait pas intéressés et qui ne se contenteront peut-être pas aussi facilement que d'autres des plaisirs que procure le pouvoir.

Les nouvelles «vedettes» qui défendront les couleurs du PQ, les Dominique Payette, Lorraine Pintel, Alexis Deschênes et Sophie Stanké, ont en commun d'avoir développé, dans leur secteur respectif, un talent pour la communication qui les servirait bien dans une campagne référendaire. Encore devront-ils se faire élire dans des circonscriptions qui sont toutes représentées par des députés des partis d'opposition.

Bien entendu, la première ministre dirigerait le camp du Oui, mais elle n'a pas le même ascendant sur la population qu'avaient René Lévesque ou Lucien Bouchard. Si jamais il y a un référendum, il est bien possible que la campagne du Oui soit une œuvre plus collective que les précédentes.

En 1976 comme en 1995, le PQ avait bien compris qu'il lui fallait tenir le référendum durant le premier mandat, avant que l'inévitable usure du pouvoir fasse son œuvre. Il faudrait donc que le «moment approprié», qui a remplacé les défuntes «conditions gagnantes», se présente d'ici 2018.

On n'y est pas encore. Bon nombre de souverainistes se plaisent à rappeler que le Oui planifiait à 40% dans les sondages moins d'un an avant le référendum de 1995 et qu'il a terminé à 49,4%. La question à laquelle les Québécois devront répondre la prochaine fois ne pourra cependant pas être aussi emberlificotée que celle qui avait permis à plusieurs fédéralistes de voter Oui. Cela devra nécessairement être une question à l'écossaise: le Québec devrait-il être un pays indépendant? La base actuelle du Oui est sans doute plus solide qu'elle l'était en 1995, mais la pente menant à une majorité est aussi plus abrupte.

Le Devoir

mdavid@ledevoir.com

CAISSE

SUITE DE LA PAGE B 1

40 milliards enregistrée en 2008. Mais devant les 850 invités, il se permet un détour d'un demi-siècle.

«*Vous pouvez remonter jusqu'en 1965, lire toutes les éditions de la Loi de la Caisse, vous n'y trouverez pas le moindre énoncé de mission, lance-t-il. La fameuse double mission de la Caisse provient de l'interprétation d'un discours que le premier ministre Jean Lesage a prononcé à l'Assemblée législative en 1965.*»

Il cite alors les discours en question, dans lequel Jean Lesage dit ceci: «*Encore ne faut-il pas entretenir d'illusions sur l'usage qui doit être fait de la Caisse. En particulier, on aurait tort de croire que cet instrument doit servir à financer,*

ÉDITORIAL

NOUVEAU PROGRAMME D'HISTOIRE NATIONALE

Dérapages et redressements

Une caricature commode veut que la révision du programme d'histoire de troisième et quatrième secondaire annoncée jeudi réponde à des visées sombres, propagandistes, de la part d'un gouvernement péquiste malintentionné. Espérons qu'avec le sagace rapport « Le sens de l'histoire », dévoilé jeudi, cette caricature disparaîtra.

Les auteurs de ce rapport, le sous-ministre Jacques Beauchemin et l'historienne Nadia Fahmy-Eid y proposent une critique du programme d'histoire de 2006 qui dépasse de beaucoup les oppositions binaires (et acrimo- nieuses) courantes dans ce domaine: souve- rainiste contre fédéraliste; école de Montréal contre celle de Québec; histoire sociale contre politique.

Il faut dire qu'à son arrivée à la tête du minis- tère de l'Éducation, Marie Malavoy avait contribué à embrouiller la discussion avec sa célèbre bourde au sujet du programme de 2006: «*On a un peu noyé le poisson de la souveraineté.*»

Le nouveau programme que Beauchemin et Fahmy-Eid appellent de leurs vœux remplacerait celui de 2006, lequel avait été conçu dans la foulée du «renouveau pédagogique», qui avait pour origine une perspective ni fédéraliste ni souve- rainiste. Bien qu'adopté sous les libéraux, ce programme a été rendu nécessaire par quoi? Une réforme lancée par nulle autre que Pauline Marois lorsqu'elle était ministre de l'Éducation à la fin des années 1990. Corriger le programme de 2006, ce ne revient donc pas à en finir avec une histoire qui aurait été «fédéralisante» (lui substituant une version «nationaleuse»). Il s'agit plutôt de s'affranchir de l'application à l'histoire d'«une version radicale de l'approche par compétences», version adoptée à l'époque où M^{me} Marois était ministre de l'Éducation. Version qui tendait à évacuer les connais- sances au profit des seules «compétences»; dont celle de la citoyenneté, qui dévoyait le



ANTOINE ROBITAILLE

but de l'enseignement de l'histoire et en faisait une «prédica- tion civique». En 2008 déjà, M^{me} Marois avait soutenu publique- ment que «sa» réforme de l'éducation avait «bifurqué en cours de route»; qu'il y avait eu «dérapages» et que des «redresse- ments étaient nécessaires».

Le débat intense qui se déroule au sujet du programme de 2006 a eu le mérite de mettre en relief l'ampleur de certains dérapages. Et dans le rapport «*Le sens de l'histoire*», on cible des voies de «redressement»; dont plusieurs vaudront non seule- ment pour cette matière cruciale qu'est l'histoire, mais aussi pour les autres.

Quant à l'histoire, il faut applaudir les recommandations du rapport Beauchemin-Fahmy-Eid: adoption d'un enseignement chronologique sur deux ans avec point de bascule en 1840; conciliation de l'histoire politique et de l'histoire sociale; défi- nition d'un socle de connaissance commune, etc.

Plusieurs seront rebutés par la volonté exprimée dans le rap- port de revenir à un récit national. C'est inutile. Nul retour ici au «roman patriotique» de jadis. Le «fait national» est ici envisagé comme une «question ouverte». Mais au moins, il agira à titre de fil conducteur d'un récit, épine dorsale de toute histoire.

Ce rapport clairement écrit (dans le monde de l'éducation et de la pédagogie, ce n'est pas fréquent) ose pointer un autre problème grave de l'enseignement de l'histoire: la faiblesse de la formation disciplinaire en histoire de nombre de professeurs du secondaire, formés dans un BES «surpédagogisé». Espérons que le gouvernement, qui a annoncé jeudi vouloir lancer des projets-pilotes dès l'automne prochain, aura le courage d'ouvrir bientôt cet autre chantier.

ÉLECTIONS

L'effet Gautrin

Henri-François Gautrin, député de Verdun depuis 20 ans, s'est résigné à quitter la vie politique. Les pres- sions sur lui ont fait leur effet, mais le prix à payer pour le Parti libéral et son chef sera très élevé. Son amertume l'a amené à dire tout haut ce que la plupart des libéraux pensent, à savoir que le Parti libéral se dirige tout droit vers une catastrophe électorale. S'ajoutant au départ lui aussi forcé de la députée Fatima Houda-Pepin, il en résulte une blessure malvenue au moment où le parti doit démontrer son unité et sa capacité à gagner l'élection.

Rarement un tel commentaire aura eu autant d'effet. Le député Gautrin a conforté la perception que le leadership de Philippe Couillard ne faisait pas le poids, la preuve étant son incapacité à gérer une crise autour de la retraite d'un député qui n'avait pas lieu d'être. Les résultats d'un sondage publiés quelques jours plus tard n'ont fait qu'ajouter à la démoralisation du camp libéral. Conséquemment, la chasse aux candidats que mène ces jours-ci Philippe Couillard est difficile. Les têtes d'affiche qui hier étaient intéressées se dérobent aujourd'hui.

A l'inverse, l'enthousiasme est au plus haut chez les péquistes, à tel point que certains lais- sent échapper des éléments de stratégie, tel le ministre Yves-François Blanchet qui a évoqué la tenue d'un réfé- rendum dans «le présent cycle péquiste». Non seulement se voit- on déjà à la tête d'un gouvernement majoritaire, mais aussi en position de raviver le discours souverainiste. Comme le révèle le collègue Marco Bélair-Cirino dans notre édition de ce samedi, la relance du débat sur la souveraineté contribue au recrutement de candidats. La comédienne Sylvie Legault, candidate dans Mercier, ne cache pas avoir accepté de faire campagne, portée qu'elle est par cet espoir qu'un gouvernement Marois majori- taire lancerait une nouvelle démarche référendaire.

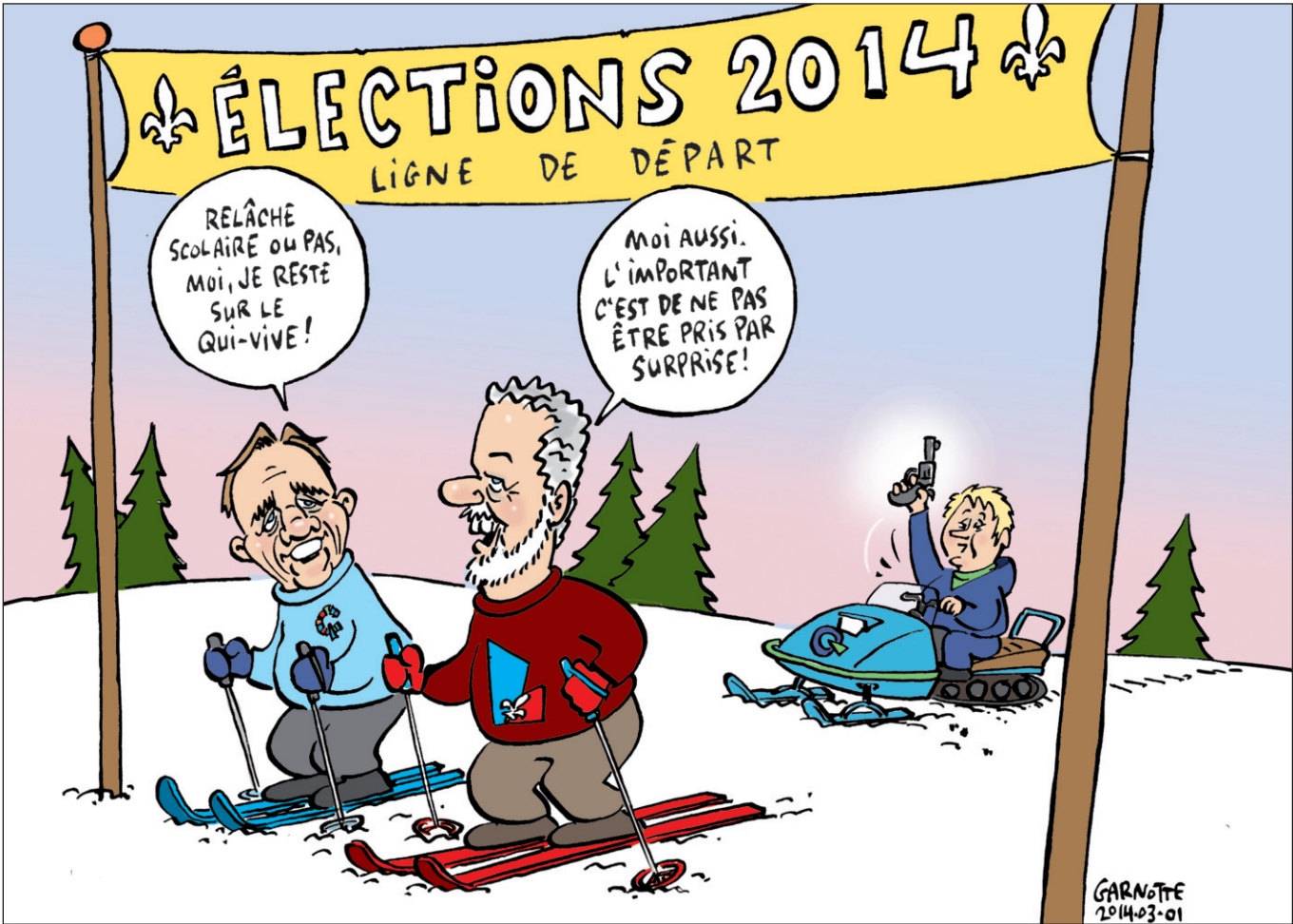
Il y a dans cette résurgence du discours souverainiste un souci stratégique évident visant à rallier les souverainistes déçus pour qu'ils cessent de disperser leur vote dans les partis de gauche ou, pire, de s'abstenir de voter. La clé d'une victoire majoritaire est là. C'est ce qu'a enseigné aux stratèges péquistes le résultat de l'élection de 2012.

Cette intention sera reçue comme une bonne nouvelle par les souverainistes, sans aucun doute. Mais elle le sera aussi par Philippe Couillard, qui tiendra là l'argument qu'il lui faut pour rallier les libéraux déçus de son leadership. Il sait que la seule chose qui pourra pallier sa faiblesse est la force de la machine libérale dont il sait que pour sauver le pays de la séparation, elle sera au rendez-vous. Du même coup, elle pourrait le sauver.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUMARD
Adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

L'avenir de «la Saint-Sulpice»

En étant tout à fait heureux que Le Vi- vier ait trouvé au Gesù un lieu qui lui convient, je tiens à partager ce qui relève d'un cri du cœur à propos de l'avenir de la bibliothèque Saint-Sulpice. Je ressentais jusqu'ici comme une perte injuste qu'elle soit transformée et dévolue à des fonc- tions qui auraient effacé ou trahi à jamais son origine. Je déplore que l'on n'ait pas, à ma connaissance, sérieusement étudié ni même imaginé le scénario de lui conser- ver sa vocation bibliothéconomique.

«Je me souviens» pourtant que cette centenaire (1914-2014) est un lieu phare du patrimoine architectural, culturel, intel- lectuel et immatériel (l'imaginaire) de Montréal et du Québec. «Je me souviens» qu'elle est un témoin de l'influence spiri- tuelle, sociale et culturelle des Sulpiciens. «Je me souviens» qu'elle est une marque (indélébile?) de la bibliothéconomie qué- bécoise, et celle de son fondateur, le ré-

puté bibliothécaire Ægidius Fauteux. «Je me souviens» qu'elle a aussi été conçue comme un centre culturel et, bien avant l'existence de ces appellations, comme une véritable petite «Place des Arts» et même un «troisième lieu». «Je me sou- viens» enfin de 1968, siège de la Biblio- thèque nationale du Québec, où elle sert d'incubateur de la Révolution tranquille pour tous ceux qui s'intéressent alors au passé, au présent et à l'avenir du Québec.

En hommage à Ægidius Fauteux et à son rêve de décembre 1901, selon Jean- René Lassonde, spécialiste de l'histoire de cette institution, de doter Montréal d'une «Grande Bibliothèque», en hommage aussi à l'une des plus élégantes, harmo- nieuses et fonctionnelles bibliothèques qu'il m'ait été donné de voir, je rêve à mon tour que soit un jour réaffirmée la vocation bibliothéconomique de «la Saint-Sulpice».

Yvon-André Lacroix
Bibliothécaire professionnel
Montréal, le 27 février 2014

Les dossiers les plus urgents dans le monde?

Parmi les dossiers que tous les gou- vernements du monde devraient avoir à l'esprit, il y a celui des changements cli- matiques et le suivant, celui de l'évasion fiscale en utilisant les paradis fiscaux, des outils qui ont été développés par les États eux-mêmes, à la demande des ban- quiers et des industriels. Aujourd'hui, le mal des paradis fiscaux est tellement répandu qu'en 2012, plus de 155 milliards ont franchi les frontières du Canada avec l'aide de fiscalistes, d'avocats et de banquiers, sans compter le monde de l'ombre, les criminels.

Les politiciens qui ne parlent jamais, ou si peu, des paradis fiscaux et qui se disent préoccupés par la classe moyenne sont des ignares ou des menteurs.

André Mainguy
Longueuil, le 24 février 2014

REVUE DE PRESSE

Ni Churchill, ni Reagan...

GUILLAUME BOURGALT-CÔTÉ

Winston Churchill respectait une maxime, rappelait John Ivison cette semaine: être résolu en temps de guerre et magnanime dans la victoire. La classe. Mais les temps ont changé, ajoute-t-il en constatant que les conserva- teurs de Stephen Harper n'ont aucune considération pour la magnanimité.

Ivison (*National Post*) et quelques au- tres ont déploré cette semaine la décision du gouvernement de ne pas inviter les par- tis d'opposition à se joindre à la délégation canadienne qui s'est rendue en Ukraine.

Le directeur des communications du premier ministre a expliqué cette décision en disant que les néodémocrates avaient hésité à se positionner dans le dossier et que les commentaires de Justin Trudeau lors de son passage à *Tout le monde en parle* n'avaient pas «contribué de façon positive aux efforts déployés par le Canada». Le dossier ukrainien n'est «pas une plaisanterie», a déclaré Jason MacDonald.

Ni conservateur ni néodémocrate dans l'avion gouvernemental, donc. Pour John Ivison, c'est la preuve d'une incapacité des conservateurs d'oublier une insulte ou d'agir sans être vindicatifs. Bien sûr, le gouvernement n'est pas obligé d'inviter des membres de l'opposition pour toutes les missions qu'il effectue à l'étranger. Mais dans le dossier ukrainien, le mes- sage du gouvernement n'en aurait été qu'amplifié, croit Ivison. C'aurait été une façon de souligner que tout le Canada appuie le message.

Il faut voir le paradoxe, dit Ivison, quand le Canada envoie une délégation en Ukraine pour encourager l'émergence d'une démocratie robuste, mais qu'il em- pêche sa propre opposition de participer...

Le problème, selon lui, c'est qu'Ottawa voit cette crise comme une occasion de mar- quer des points politiques au Canada. L'af- faire rappelle à Ivison ce qui s'est passé lors du voyage de Harper en Israël au début de l'année, quand le député Mark Adler a tenté

de se faire photographier avec le premier ministre au mur des Lamentations. «C'est la réélection, c'est la photo à un million de dollars», avait dit Adler, qui représente une circonscription à forte population juive.

Le même Adler avait refusé que le député libéral Irwin Cotler assiste à un événement qu'il organisait lors de ce voyage, rappelait Tim Harper (*Toronto Star*) dans une chro- nique sur le même sujet. L'an dernier, les conservateurs s'étaient aussi distingués en n'invitant pas Marc Garneau à l'inaugura- tion d'une exposition sur le bras canadien.

Nous ne sommes plus dans la partisane- rie, mais dans la mesquinerie, croit Tim Harper. Rien ne force le gouvernement à inviter l'opposition à des événements. Mais les conservateurs de Harper ressemblent de plus en plus à des enfants qui protègent leur petit coin de carré de sable, dit-il.

Stephen Harper peut pourtant être ma- gnanime, rappelle le chroniqueur: pensons aux funérailles de Jack Layton ou à celles de Nelson Mandela, où il avait invité plu- sieurs adversaires. Mais quand des votes sont en jeu, le ton change et l'attitude devient grossière, note Tim Harper.

Ainsi la présence dans le voyage actuel du député Ted Opatz, justifiée par le fait qu'il pourrait bénéficier de quelques votes supplémentaires de la communauté ukrai- nienne, lui qui n'a gagné que par 26 voix en 2011. C'était la même chose pour le voyage en Israël, se désole Tim Harper. Or ce sont des voyages où le gouver- nement représente un pays, pas un parti.

Blague

Le dossier ukrainien a aussi causé des ennuis à Justin Trudeau cette semaine. Sa blague ratée à l'émission *Tout le monde en parle* a beaucoup fait jaser. Mark Steyn (*National Post*) écrit que l'art de la blague est risqué en politique. Ronald Reagan s'y risquait souvent, mais avec plus d'aisance que Trudeau, dit-il.

Steyn rappelle une des blagues favorites de Reagan, celle où un Soviétique va payer la voiture qu'il recevra dans 10 ans et qui

demande tout de suite si l'auto arrivera en après-midi ou en matinée. Quelle impor- tance? demande le vendeur. «C'est parce que le plombier doit passer dans dix ans, mais en avant-midi», répond l'acheteur prolétaire.

Au moins, dit Steyn, les blagues de Rea- gan disaient quelque chose de la réalité soviétique. Celle de Justin Trudeau — à savoir que la défaite de l'équipe nationale russe de hockey aura une incidence sur l'humeur générale de la Russie dans le dossier ukrainien — dit surtout que le chef libéral ne comprend pas le dossier et que les problèmes ukrainiens demeurent abstraits pour lui. Reagan se servait de l'humour pour évoquer les aspirations des citoyens: Trudeau ne les comprend juste pas, estime Steyn.

De la langue...

La décision de l'Office québécois de la langue française de donner un avertisse- ment à une commerçante de l'Outaouais qui utilise l'anglais sur la page Facebook de son entreprise a inspiré un éditorial au *National Post*. Le quotidien critique un «organisme qui donne la chair de poule et qui vient d'étendre ses efforts orwelliens pour forcer l'utilisation du français dans les réseaux sociaux».

Le *Post* y voit un enjeu de liberté d'expres- sion. Mais il s'étonne surtout de voir un gou- vernement endetté «gaspiller ses ressources pour harceler de petits commerçants bi- lingues». On évoque une «persécution» qui ne peut s'expliquer que par le «fanatisme» linguistique du gouvernement Marois.

La bonne nouvelle là-dedans, estime le *Post*, c'est que «plusieurs Québécois rejettent ce non-sens». Au lieu de se soumettre à la police de la langue, ils vont voir les médias pour dénoncer des injustices, comme ce fut le cas pour le «pastagate». Une bonne chose, parce que tout le monde au Canada devrait être mis au courant des «instincts au- toritaires» de ceux qui cherchent à «anéan- tir le fait anglophone» au Québec, dit-on.

IDÉES

LA BIBLIOTHÈQUE SAINT-SULPICE

Joyau en péril cherche un usage

Pourquoi l'État, qui en est propriétaire depuis 2007, ne réutiliserait pas le chef-d'œuvre d'Eugène Payette pour loger ses collections spéciales et les mettre en consultation ?

JEAN-RENÉ LASSONDE

Bibliothécaire et auteur, entre autres, de *La bibliothèque Saint-Sulpice, 1910/1931 (BNQ, 2003)*.

Figure phare de notre culture, l'édifice de la bibliothèque Saint-Sulpice marque depuis 100 ans le paysage bâti montréalais. Mais 2014 risque de marquer un triste anniversaire, puisque la bâtisse semble abandonnée et que l'image de marque qu'elle porte encore malgré tout commence à se ternir. Poussière et saletés s'y déposent lentement et, plus visiblement encore, le bris et l'enlèvement d'une des torchères de bronze encadrant l'entrée nous signalent que le lieu n'invite plus à y chercher les lumières de la connaissance.

La bibliothèque Saint-Sulpice est créée au départ pour remplir le double rôle de bibliothèque universitaire et de recherche. Comme son modèle avoué, la bibliothèque Sainte-Geneviève à Paris, elle sera établie au milieu des écoles du Quartier latin. Aegidius Fauteux, son premier bibliothécaire, se voit confier le mandat d'en faire «une des bibliothèques les plus complètes du continent». Il aura de grands moyens pour les acquisitions et l'organisation, et ira, en ce sens, on le sait maintenant, bien au-delà de la tâche. Les riches fonds documentaires vont d'ailleurs permettre que la bibliothèque passe du statut de bibliothèque publique de recherche à celui de Bibliothèque nationale du Québec en 1967.

Les Sulpiciens vont aussi vouloir plus que tout que cette bibliothèque soit non seulement un centre culturel complet, un lieu de culture, mais aussi, et avant tout, le reflet de la culture française en sol canadien, ce qui doit se lire par l'édifice lui-même au niveau de la rue. Les références au Trianon et à la façade de Mansard pour l'hôtel Carnavalet sont évidentes et on ne peut plus françaises, et le grès chamois de l'Ohio utilisé pour le revêtement extérieur est choisi pour sa ressemblance avec la pierre utilisée à Paris. Les grands espaces étant relégués au centre, les façades sur la rue sont à dimension plus humaine et s'harmonisent avec le gabarit des maisons voisines. Des proportions équilibrées, un vocabulaire architectural raffiné et des matériaux nobles donnent un ensemble tout à fait remarquable: Jean-Claude Marsan parle de la «*délicieuse bibliothèque Saint-Sulpice*».

Matériaux incombustibles

Tel qu'il était à son classement comme monument historique en 1988, l'édifice de la bibliothèque Saint-Sulpice présente rue Saint-Denis la même image qu'à son ouverture: son mobilier de chêne, ses luminaires de bronze; ses magnifiques vitraux sont toujours en place, tout comme les étagères du magasin des imprimés pouvant contenir jusqu'à 300 000 documents. Jusqu'au déménagement des collections de la Bibliothèque nationale vers la Grande Bibliothèque du Québec, ses fonctions de conservation, de recherche et de diffusion documentaire, ses activités culturelles, conférences, colloques, expositions, etc., étaient sensiblement les mêmes qu'en 1915, et tous les espaces étaient utilisés pour ces fonctions: salles de consultation et de recherche, de spectacles, d'expositions, de réunions. C'est pourquoi la réutilisation de ces espaces pour des fonctions similaires serait l'idéal.

Lors de la construction, on tint à n'employer que des matériaux incombustibles. Qu'il faille «mettre aux normes», c'est une chose, mais s'il fallait refaire tous les intérieurs pour les adapter à d'autres fonctions, ce serait désastreux, surtout pour la beauté des lieux et l'harmonie intérieure. Pour nous, la bibliothèque Saint-Sulpice est plus qu'un édifice classé, c'est en soi un monument dédié à la culture — comme l'ont voulu les Sulpiciens à l'origine, et toutes les généra-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Un centre culturel complet, mais aussi le reflet de la culture française en sol canadien

tions qui nous y ont précédés —, à la circulation des idées par le livre et l'imprimé, par les activités culturelles qui s'y sont tenues.

Que faire d'un pareil trésor, quelle vocation donner à un monument aussi chargé de sens? Comment et par qui peut-il revivre? L'État du Québec, son propriétaire depuis 2007, a le devoir d'être vigilant pour la suite des choses.

Revenir à sa vocation première s'avérerait une bonne piste, la meilleure sans doute. Elle permettrait de minimiser les réaménagements et surtout de garder les espaces existants comme ils sont, avec leurs jeux de lumière, d'ouverture et de liberté visuelle. Ce n'est pas impossible. L'UQAM a déjà eu un projet en ce sens pour ses collections de livres rares et anciens. Le Musée du textile et la Cinémathèque y ont pensé aussi.

Et si, pour notre réflexion, nous revenions au modèle français? La Bibliothèque nationale de France a voulu garder la Bibliothèque nationale de Paris dans la rue de Richelieu, chef-d'œuvre de Labrousse, pour y loger ses collections spéciales et les mettre en consultation dans les magnifiques salles du Second Empire. Pourquoi, à Montréal, ne pas réutiliser le chef-d'œuvre d'Eugène Payette pour un usage semblable? Il n'est qu'à cinq minutes de marche de la Grande Bibliothèque, et les avenues d'utilisation sont nombreuses, en commençant par l'hébergement des collections spéciales d'imprimés de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAHQ). Ces collections sont toutes gardées à l'édifice de conservation de la rue Holt et doivent être consultées au même endroit. Dans le cas de ces collections spéciales de documents rares et précieux, tous les exemplaires sont rassemblés rue Holt.

Séparer en deux lieux les copies identiques et les deuxièmes exemplaires serait faire preuve de prudence.

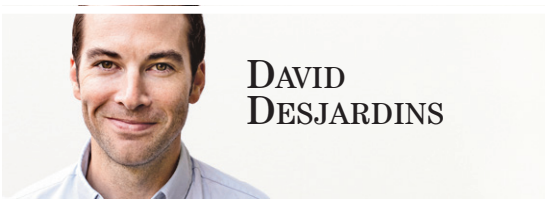
Un autre modèle? Celui des collections du Séminaire de Québec, à la fois disparates et semblables, mais regroupées en un seul lieu patrimonial, une aile du Musée de l'Amérique française, qui tient à la fois du milieu muséal, du centre de documentation et de la bibliothèque spécialisée. BAHQ a acquis, après les fusions municipales, la bibliothèque de l'Institut canadien de Montréal qui est venue s'ajouter aux collections Sicotte, Gagnon, Saint-Sulpice et autres déjà en place. L'espace se fait déjà rare à la Collection nationale de la Grande Bibliothèque. Par exemple, tous les documents antérieurs à 1950 ont dû être mis en réserve. Comme nous sommes à une époque de démembrement d'institutions, il est certain que les offres de déménagement à Saint-Sulpice pourraient être nombreuses: celles d'institutions en mutation, de maisons d'éducation qui ferment, de communautés religieuses qui quittent leur maison, qui pourraient venir grandir et enrichir le patrimoine de BAHQ. [...]

La bibliothèque est plus qu'un édifice classé, c'est en soi un monument dédié à la culture, à la circulation des idées par le livre et l'imprimé, par les activités culturelles qui s'y sont tenues

de BAHQ. [...] Il s'agit aussi d'un patrimoine au sens de la mission donnée par la loi à BAHQ «de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois publié».

Que faire de ce lieu sinon lui conférer un usage digne et proche de celui d'origine [...] de cet édifice indémodable qui présente toujours ses qualités architecturales, l'élégance, l'harmonie, et une intégration parfaite dans la trame urbaine de la rue Saint-Denis et du Quartier latin? Un lieu dédié à la promotion de la culture québécoise par le document. Un lieu de réunion, d'échange, de présentation, de spectacle sur la culture par le document et l'imprimé. Un complément à proximité et qui nous semble devenu indispensable au futur de la Collection nationale du Québec à BaHQ.

Sisyphe et les pubs de char



DAVID DESJARDINS

On ne parle pas souvent de la mort. Pas trop de la vie non plus, remarquez. Ça doit être parce qu'inévitablement, quand on cesse de fuir vers l'avant, nous revient que c'est la première qui rend la seconde si précieuse. Et tragique.

Prenez ces quatre-là qui nous plongent dans cette angoisse existentielle, en apnée:

Le premier s'est tiré dans la tête, mais la balle s'est contentée de lui bousiller les nerfs optiques. Le second s'est enfilé d'immenses rasades de Prestone. Les deux dernières ont ingurgité toute une pharmacopée.

Leurs corps ont tout recraché, leur refusant la mort.

Christian Lapointe les a donc conviés pour qu'ils nous parlent de la vie. À tour de rôle, devant un ordinateur qui, avec une voix de synthèse, les interroge, ils ont répondu avec une franchise trop rare.

Les questions?

Ça commence raide pour du monde qui a voulu se tuer et s'est manqué: quelles sont vos raisons de vivre?

Et nous, assis au centre d'une salle du Complexe Méduse*, entourés de quatre grands écrans où s'affichent les visages de ceux qui, comme Orphée, sont revenus du royaume des ombres, on écoute leurs réponses, on regarde leurs bouches se tordre d'inconfort ou leurs yeux s'éclairer d'enthousiasme (surtout celui qui est aveugle!).

Pensez-vous encore à mourir? Croyez-vous qu'il y a quelque chose après la mort? En quoi pouvez-vous être utile à la société? Comment voyez-vous l'avenir?

Ça continue et, inévitablement, on se pose les mêmes putains de questions. Dans le noir, c'est à nous aussi que l'ordi parle.

Quelles sont vos raisons de vivre? «On vit dans un monde où domine une culture du vide, alors parler de la mort, c'est plein», me dit le dramaturge qui s'investit ici dans l'installation vidéo.

C'est plein parce que c'est vrai. Parce que la mort fait partie de la vie, qu'elle succède à la difficulté de surmonter toutes les merdes qui nous arrivent et qui confinent parfois à l'absurde. «Chaque fois que je regarde une pub de char, avec des familles parfaites qui sortent du coffre des vélos de l'année, j'ai l'impression d'avoir raté ma vie», ajoute Lapointe en riant. Mais pas parce que c'est drôle.

Nous sommes assis au milieu de la pièce pendant que les quatre rescapés du suicide continuent de raconter la vie autrement que dans les désirs manufacturés.

Leurs aspirations, ou l'absence de celles-ci. Des envies de choses simples et ordinaires. Faire du *ski-doo*. Tenir son amoureux par la main. Le souhait d'un sort plus enviable. Passer du temps avec sa petite fille. Des angoisses banales aussi. Sur l'avenir de l'humanité. Sur le travail, la carrière.

Ils parlent d'amour. De sexualité. De la société. Une sorte de *vox pop* où l'intérêt ne réside pas tant dans le drame qui se profile derrière leurs réponses que dans leur variété, leur normalité.

«On aborde toujours les suicides comme des prestataires de services sociaux, comme une tare à ordonner. Je voulais montrer que ce sont des gens comme tout le monde, comme n'importe qui», dit Christian Lapointe.

Tout le théâtre de Lapointe a un pied dans la mort. Un œil, plutôt. Voilà qu'il nous amène quatre individus qui peuvent regarder la vie depuis l'autre bord. Ils n'en reviennent pas triomphants. C'est la beauté de l'œuvre, qui ne glorifie pas ni ne fait la morale. Elle laisse tout l'espace pour que les réponses jaillissent en nous.

J'allais partir, mais nous avons parlé encore un peu. Des suicides d'artistes. On soulignera dans quelques jours celui de Kurt Cobain: le plus marquant pour moi. Sans doute parce que ma douleur de vivre avait trouvé un refuge dans la musique de Cobain et qu'il m'apparaissait incroyablement qu'elle ne lui apporte pas le même réconfort.

Mais Lapointe évoque la dramaturge Sarah Kane, qui ne pouvait vivre avec l'idée de sa finitude, de la mort qui guette. Cela lui rendait la vie insupportable. Nous parlons des mille manières de fuir cette angoisse en restant bien vivant. Le sport, le cul, la dope.

Qu'est-ce qu'une vie réussie? La question me hante tandis que je quitte finalement Méduse et marche vers la voiture. S'agit-il simplement d'accepter sa part de tragédie?

On cite toujours Camus en se contentant de reprendre qu'«il faut imaginer Sisyphe heureux». Mais juste avant, il écrit: «La lutte vers les sommets suffit à remplir le cœur d'un homme.»

Alors voilà, une vie réussie, c'est autre chose que de se laisser porter. Est-ce une lutte? Si oui, elle est avant tout contre soi-même, contre l'envie de se laisser tomber. Aussi contre tout ce qui nous leste, nous ramène au sol. À commencer par ces désirs ridicules qui gardent pourtant éveillé la nuit.

C'est peut-être mon unique certitude dans tout cela: le bonheur commence quand on emmerde celui que nous imposent les pubs de chars.

Voter la tête haute

STÉPHANIE MORAILLE

Militante et ex-candidate du NPD

J'ai lu avec intérêt la lettre de M. St-Denis publiée hier dans *Le Devoir* dans laquelle il invitait ses concitoyens à voter pour les libéraux par désignation aux prochaines élections fédérales. Force m'est de reconnaître que je ne partage pas du tout cette analyse, pour les raisons suivantes.

Les élections de mai 2011 ont permis aux Québécois de tourner la page sur des années de querelles et de tension avec le gouvernement fédéral. Pour la première fois depuis 20 ans, les Québécois ont choisi une majorité fédéraliste pour les représenter à Ottawa.

Par contre, ils n'ont pas choisi n'importe quels fédéralistes. Ils ont voté pour un parti

progressiste, ouvert sur le monde et prônant une toute autre façon de mener la chose politique. Ils ont fait confiance au NPD et à l'équipe de Jack Layton parce que nos valeurs et nos aspirations correspondent à celles des Québécois.

Cette fierté de nous représenter, le NPD en fait preuve chaque jour quand il se lève en Chambre pour défendre les intérêts du Québec, quand des députés comme Alexandre Boulerice, Françoise Boivin ou Robert Aubin exigent des comptes aux conservateurs au sujet des scandales au Sénat et quand ils réussissent à faire adopter des projets de loi qui font progresser le pays. L'exemple de la loi exigeant dorénavant le bilinguisme pour des agents du gouvernement vient en tête.

Le NPD forme l'opposition officielle la plus soudée, la plus chevronnée et la mieux apte à se

dresser devant Stephen Harper et ses politiques de division. Et le parti est bien en selle pour le remplacer en 2011, avec un plan stratégique bien ficelé pour présenter 338 candidats et pour réaliser les gains qui lui permettront de former le prochain gouvernement.

Le Québec est la pierre angulaire de ce projet. Le NPD compte sur notre appui pour déloger ce gouvernement de droite, froid et irrespectueux des Québécois et de tous ceux qui n'adhèrent pas à leur ligne de pensée.

Non, les Québécois n'ont pas à se pincer le nez quand ils iront aux urnes en 2015. Le droit de vote est un privilège dont il ne faut jamais se prévaloir par défaut, par désignation, par stratégie. Ils peuvent y aller la tête haute et voter pour un parti véritablement progressiste, qui croit aux résultats et qui s'occupera de tout le monde, pas seulement de ses amis politiques.

L'EQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); **information générale**: Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Karl Rettino-Parazzelli (reporters); **information politique**: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Robert Dutrisac et Jessica Nadeau (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgaill-Côté (reporter); **information culturelle**: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); **information économique**: Gérard Bérubé (chef de division), Marco Bélair-Cirino, François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); **information internationale**: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); **section art de vivre**: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Émilie Folie-Boivin et Louis Gagné (pupitre); **équipe internet**: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre), Sophie Chartier et Geneviève Tremblay (assistantes); **correction**: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; **soutien à la rédaction**: Amélie Gaudreau (secrétaire), Florence Ferraris (commis). **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérrer (Ottawa), Dave Noël (Québec). **PUBLICITÉ** Elyse Ben M'rad, Claire Breton (superviseure), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Évelyn De Varennes, Amel Elimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, Catherine Pelletier et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais, (coordonnatrice), Elise Girard (secrétaire). **PRODUCTION** Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Caroline Guimond, Yannick Morin et Nathalie Zemaits. **INFORMATIQUE** Yanick Marlet (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIVAGE** Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxim-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Danielle Cantara, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez. **ADMINISTRATION** Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjo-

SCIENCES

La puissance du nombre

Les effets pervers des indicateurs d'excellence dans le monde de la recherche

Depuis une dizaine d'années, on évalue, on note et on classe les chercheurs, les universités, voire les pays, à l'aide d'«indicateurs d'excellence» qui souvent ne reflètent pas vraiment la qualité de la recherche mais répondent avant tout à des impératifs de marketing. Le sociologue des sciences à l'UQAM, Yves Gingras, décrit dans son dernier livre les dérives de l'évaluation de la recherche et montre les dangers de vouloir tout résumer à un chiffre.

PAULINE GRAVEL

Le 15 août dernier, l'Université McGill se réjouissait d'avoir amélioré son rang dans le classement académique des universités mondiales, communément appelé Classement de Shanghai. Bien que rangée derrière l'Université de Toronto et l'Université de la Colombie-Britannique, McGill avait gravi cinq échelons en un an, pour atteindre la 58^e place, son record depuis 2003, la première année de publication de ce classement établi par des chercheurs de l'Université de Jiao-Tong à Shanghai, en Chine.

En maintenant sa position dans la fourchette des 101 à 150 premières, l'Université de Montréal, quant à elle, se rassurait en soulignant que *«se maintenir à son rang est d'autant plus difficile que montent les universités des pays émergents»*, comme l'écrivait le doyen de la Faculté des arts et des sciences au lendemain de l'annonce du classement.

Chaque année, l'Université McGill ne manque pas non plus de faire savoir qu'elle conserve sa place au sommet du palmarès des meilleures universités canadiennes offrant un doctorat en médecine, établi par le magazine *Macleans*.

«Les universités qui se drapent dans leur bon rang à ces divers classements me font penser au conte d'Andersen Les habits neufs de l'empereur», lance d'entrée de jeu Yves Gingras, que nous avons rencontré à l'occasion de la sortie de son livre Les dérives de l'évaluation de la recherche. Du bon usage de la bibliométrie, publié aux éditions Raisons d'agir. L'émergence [et la prolifération] des classements mondiaux s'inscrit dans

ce courant néolibéral qui fait des universités un marché comme un autre. Or qui dit marché dit compétition et marketing.»

Les universités s'emploient ainsi à *«développer leur image pour vendre leurs produits à des acheteurs potentiels, c'est-à-dire les étudiants»*. Elles *«s'évertuent à trouver un classement dans lequel elles figurent parmi les meilleures [...] pour vendre leur «qualité»*. [...] Or, les universités sont censées incarner la quête de la vérité et non tenter de vendre à tout prix des produits.

Yves Gingras se réjouit du fait que certains avouent publiquement l'invalidité de ces classements qui ne font qu'illusion. Il relate la sortie de David Naylor, président de l'Université de Toronto, qui écrivait en 2006 dans l'*Ottawa Citizen* que le classement des institutions proposé par le magazine *Macleans* n'était utile que pour le marketing.

«Personne, parmi nous, ne croit réellement que ce classement ait une quelconque rigueur intellectuelle, écrivait-il. Un seul chiffre est séduisant. C'est facile de le placer dans un communiqué de presse ou d'en mentionner quelques-uns



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

sur la couverture d'un magazine. [...] Ces classements masquent les problèmes des mieux classés et cachent les forces des mal classés.»

L'importance accordée à ces palmarès des universités est aussi reliée à la *«recherche d'une clientèle étrangère lucrative qui viendrait ainsi combler les revenus déclinants des universités»* publiques, poursuit Gingras. C'est aussi cette recherche de clientèle étrangère qui explique la décision récente, en France, de permettre aux universités de donner des cours en anglais.

L'invalidité scientifique

Mais ce qui est plus grave encore, c'est l'invalidité scientifique des classements, martèle le chercheur. Premièrement, *«il est impossible que des universités montent de quatre rangs ou glissent de cinq échelons en une année, car les institutions universitaires sont comme de lourds paquebots qui ne changent pas de cap très rapidement»*. De telles fluctuations annuelles ne sont qu'un *«artefact dû à des indicateurs dont la validité est douteuse»*.

Le classement de Shanghai est fondé sur six indicateurs de qualité, *«qui ne reflètent pas toujours la réalité actuelle et dont le poids est arbitraire»* dans la somme totale, précise-t-il. Notamment, on accorde des points aux universités qui ont formé ou employé un Prix Nobel ou un récipiendaire de la médaille Fields (en mathématiques).

«Or le Nobel est accordé en moyenne 25 ans après la découverte qu'il récompense. Il est donc complètement absurde d'utiliser un tel critère pour mesurer la qualité actuelle d'une université», fait remarquer Yves Gingras qui, dans son livre, donne l'exemple d'Albert Einstein, qui était associé à l'Université de Berlin quand il a reçu son prix Nobel en 1922.

«C'est donc cette université qui obtient les points dans le classement. Mais, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, elle s'est scindée en deux, la partie Est, sous le régime communiste, devenant l'Université Humboldt, et la partie Ouest créant l'Université libre de Berlin. Évidemment, les deux revendiquent Einstein car le simple fait de l'associer à l'une ou l'autre institution fait bouger sa position de plus de 100 places dans le classement!»

Le classement de Shanghai comptabilise aussi le nombre de publications dans les deux revues scientifiques *Nature* et *Science*, *«qui sont incontestablement des publications phares. Cependant, toutes les disciplines ne peuvent pas être traitées dans ces revues. Il ne faut donc pas en faire un étalon de mesure. Elles refusent énormément de très bons textes parce qu'elles privilégient des articles sexy qui plairont aux journalistes»*, souligne le sociologue des sciences.

Yves Gingras souligne le fait que très peu d'universités françaises figurent dans le classe-



© GILLES DELISLE

Le sociologue des sciences Yves Gingras: «L'émergence [et la prolifération] des classements mondiaux s'inscrit dans ce courant néolibéral qui fait des universités un marché comme un autre. Or qui dit marché dit compétition et marketing.»

ment de Shanghai, alors que de nombreuses universités canadiennes y sont assez bien positionnées. *«Cela ne veut surtout pas dire que les canadiennes sont meilleures que les françaises en sciences; c'est plutôt le classement de Shanghai qui n'est pas bon pour mesurer la qualité de la recherche»,* dit-il.

L'argent, le nerf de la guerre

Pour le fondateur et directeur scientifique de l'Observatoire des sciences et des technologies, la moyenne relative (c'est-à-dire tenant compte de la discipline) des citations par article, pendant une durée fixe, est probablement le meilleur indicateur pour mesurer la qualité de la recherche au niveau institutionnel et national. *«Or, avec cet indicateur, une bonne dizaine d'universités françaises se classent bien avant n'importe quelle université canadienne. Ce qui est normal car les Français sont beaucoup plus nombreux que les Canadiens à obtenir des Prix Nobel et des médailles Fields.»*

«En recherche, le nerf de la guerre, c'est aussi l'argent. Aucune université dans le monde ne peut se comparer à l'Harvard University, qui est en tête de tous les classements car sa fondation compte 33 milliards de dollars.

« Le Nobel est accordé en moyenne 25 ans après la découverte qu'il récompense. Il est donc complètement absurde d'utiliser un tel critère pour mesurer la qualité actuelle d'une université »

Yves Gingras, sociologue des sciences à l'UQAM

Les dix meilleures universités du monde en recherche sont toutes privées, à l'exception de l'University of California, Berkeley, qui est publique», poursuit Yves Gingras, qui a lui-même effectué un stage postdoctoral à Harvard. Pour faire ressortir la véritable productivité d'une université, il faut plutôt la comparer à des universités qui disposent d'un financement équivalent au sien.

L'évaluation par les pairs

Les demandes de subventions formulées par les chercheurs sont évaluées par un comité de pairs au Canada, aux États-Unis et en France, pour ne nommer que ceux-là. Cette évaluation *«n'est pas parfaite»*, mais c'est la meilleure façon d'évaluer des individus, affirme M. Gingras. Les pairs, qui sont des chercheurs du domaine, connaissent les bonnes revues de leur discipline et peuvent ainsi reconnaître si un candidat a publié dans des revues de qualité.

Mais, dans le but d'améliorer l'objectivité de ce type d'appréciation, certains ont voulu avoir recours à des outils bibliométriques pour évaluer la productivité des individus, car *«les nombres ont depuis longtemps une apparence d'objectivité»*.

Parmi ces outils figurent l'indice «h», qui est égal au nombre d'articles qu'un chercheur a publiés et qui ont obtenu x citations chacun depuis leur publication, sans égard à leur qualité; le «facteur d'impact» (FI) d'une revue [dans laquelle un chercheur a publié ses articles] est quant à lui une simple moyenne arithmétique du nombre de citations (et autocitations de la revue!) obtenues par les articles publiés dans cette revue sur une période de deux ans; et finalement, le nombre de citations qu'ont récoltées les articles d'un chercheur.

« Ces outils ne sont absolument pas adaptés à l'évaluation de la recherche menée par un individu », tranche Gingras. *L'importance accordée aux facteurs d'impact et au classement des revues fait en sorte que les chercheurs négligent de s'intéresser à «des sujets locaux, marginaux ou peu à la mode», de peur de ne pas être publiés dans des revues classées et internationales. Un chercheur qui veut figurer dans les publications les plus visibles a intérêt à étudier l'économie des États-Unis plutôt que les spécificités économiques de son pays»,* explique Yves Gingras.

Et de rappeler que *«sur la seule base des citations de son œuvre, Lyssenko [l'ingénieur agronome soviétique qui développa une théorie génétique pseudo-scientifique encensée par Staline] serait considéré comme l'un des plus grands chercheurs de la décennie 1950»*.

La moyenne relative des citations

«Le nombre de citations ne peut remplacer le jugement [d'un comité de pairs] qui doit prendre en considération d'autres variables que ce simple décompte, car celui-ci dépend de la nature de l'article. Un papier traitant de méthode, qui décrit une procédure, est cité beaucoup plus longtemps qu'une contribution typique à l'avancement des connaissances, et un article de synthèse, qui fait le point sur l'état des savoirs sur un sujet donné, est voué à être cité plus longtemps même s'il n'annonce pas vraiment une découverte», souligne-t-il.

Par contre, la bibliométrie peut permettre de vérifier si le processus d'évaluation par les pairs permet bien de sélectionner les meilleurs chercheurs. Yves Gingras a lui-même effectué une telle analyse. Il a comparé le classement auquel en étaient arrivés les comités de pairs à celui obtenu en mesurant la moyenne relative des citations des chercheurs considérés comme très bons.

«En moyenne, les candidats retenus par les comités de pairs étaient aussi les meilleurs, tel que mesuré par la moyenne relative des citations. Ce qui prouve que les comités de pairs ne se trompent pas et que cette façon de faire fonctionne. Ces résultats permettent de contrer les critiques affirmant que le processus d'évaluation par les pairs est fondamentalement biaisé», conclut-il.

Le Devoir

Yves Gingras donnera une conférence sur les dérives de l'évaluation de la recherche au Cœur des sciences de l'UQAM le mercredi 5 mars, à 19h.

Le Classement de Shanghai 2013

- 1^{ère} Harvard University
- 2^e Stanford University
- 3^e University of California Berkeley
- 4^e Massachusetts Institute of Technology (MIT)
- 5^e University of Cambridge
- 6^e California Institute of Technology
- 7^e Princeton University
- 8^e Columbia University
- 9^e University of Chicago
- 10^e University of Oxford
- 28^e Université de Toronto
- 37^e Université Pierre et Marie Curie Paris 6
- 40^e Université de la Colombie-Britannique (UBC)
- 58^e Université McGill
- 71^e École Normale Supérieure (ENS) Paris
- 140^e Université de Montréal
- 215^e Université Laval
- 411^e Université Concordia
- 482^e Université du Québec
- 485^e Université de Sherbrooke